

Retour aux sources du "bien commun"

CHAMBÉRY. Militants notamment d'un retour de la distribution de l'eau dans le domaine public afin d'asseoir l'accès de l'eau potable à tous sur la planète, certains acteurs du dernier forum alternatif sur l'eau de Genève étaient de passage récemment

L'Association pour le contrat mondial de l'eau (Acme), comité de Savoie, avait lancé une invitation à débattre aux Savoyards sur le thème "L'eau, source de vie", jeudi soir au centre de congrès du Manège à Chambéry. En fait, plus que d'évoquer la ressource naturelle vitale, la problématique était d'envisager comment assurer un accès équitable de tous à l'eau potable.

« Aujourd'hui, quelque 1,4 milliards d'individus n'ont pas d'accès à l'eau potable et environ 2,5 milliards sont privés de systèmes d'assainissement de base. Et si rien n'est fait politiquement pour reconnaître le droit à l'eau pour tous, 5 milliards de personnes pourraient souffrir de pénurie d'eau en 2005 », insiste Jean-Luc Touly, le président de l'Acme France.

L'Acme pointe ainsi du doigt un quasi-monopole de la distribution (trois opérateurs nationaux détiendraient 80 % du "marché de l'eau" en France), alors que l'eau est pour l'association un "bien commun universel" que la délégation de la distribution à des multinationales rendrait source d'inégalités flagrantes entre les populations dans le monde. « Car elles poursuivent naturellement une logique commerciale et de rentabilité ! »

Hausse des tarifs de l'eau, privation de ceux qui ne peuvent plus payer leur alimentation, sont pour la plupart des intervenants de jeudi soir des voyants d'une inéluctable aggravation de la situation. « Nous voulons et nous savons aussi proposer

des solutions alternatives », rétorque Jean-Luc Touly à ceux qui les taxent "d'idéalistes primaires"...

A commencer par la préparation d'un guide de l'élu pour aider les collectivités locales à revenir en régie publique (en en démontrant la faisabilité)... La gestion locale et publique et les financements collectifs de la politique de l'eau, c'est leur dada visiblement. Les exemples donnés par le conseiller municipal "vert" et président de la régie des eaux de Grenoble, Vincent Fristot, en présence de son homologue de la communauté d'agglomération Chambéry Métropole, Jean-Pierre

Burdin (vice-président à l'eau et à l'assainissement), ont traduit ou renforcé ce sentiment.

« A Grenoble, depuis qu'on est retourné en régie, on a triplé les investissements, on fait mieux pour moins cher ! », a expliqué Vincent Fristot. Il y a aussi, induite, « la notion de solidarité à l'intérieur d'un État ou entre les États » que traduit déjà « l'intercommunalité » pour la gestion de l'eau par Chambéry Métropole (depuis 1997), ou les commissions consultatives des usagers installées dans la capitale iséroise et l'agglomération chambérienne et « garantes d'une certaine démocratie participative dans la réalisation des politiques de l'eau ».

Trois semaines après un forum alternatif sur l'eau tenu à Genève et contre la "marchandisation de l'eau", ils étaient quasiment tous venus exprimer en public leur espoir

« Une gestion intercommunale de l'eau, c'est déjà quelque part de la solidarité »



Les intervenants au Manège : Alberto Velasco (député de Genève, président de l'association Fame 2005), Vincent Fristot (régie de l'eau de Grenoble), Bernard Weissbrodt (coordinateur international du 2^e forum alternatif mondial de l'eau), Fabrice Consiglio (Acme Savoie) et Jean-Luc Touly (Acme France).

que « l'accès à l'eau soit reconnu comme un droit constitutionnel humain et social, universel, indivisible et imprescriptible ». L'Uruguay l'a même inscrit dans sa constitution, et le mouvement international — les organisateurs de la conférence en ont fait souffler un vent d'optimisme très personnel — s'amplifierait, surtout perceptible dans les pays du Sud. Même si de son côté, l'ONU a revu un peu "sèchement", à l'occasion de la 13^e journée mondiale de l'eau de

mars dernier, l'engagement qu'elle avait pris dans les années 80 d'atteindre à l'accès à l'eau potable pour tous sur la planète à l'horizon de l'année 2000. Aujourd'hui, il ne s'agit plus que d'un objectif de « réduction de moitié du pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable d'ici 2015 ». D'ici là, l'eau continuera d'être source de vie, mais assurément pas pour tous.